Compte administratif d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2024.
Budget supplémentaire d'investissement et de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2025.

Paris, le 3 juin 2025
Par Mme Anne HIDALGO - Maire de Paris
Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs,

Conformément aux textes législatifs en vigueur, dans un instant, lorsque j'aurai introduit par mon propos la discussion sur les deux documents, le compte administratif 2024 et le budget supplémentaire 2025, je serai amenée à me retirer, eu égard à la loi sur la non-présence du Maire et sur la présidence par un élu que nous venons de nommer.

Avant toute chose, je tiens à remercier chaleureusement mon très cher premier adjoint, Patrick BLOCHE, et mon très cher adjoint chargé du budget, Paul SIMONDON, pour tout le travail accompli sur les questions budgétaires à nos côtés, à mes côtés, ainsi que mon adjointe Olivia POLSKI pour son travail en faveur du travail social.

Je souhaite bien sûr aussi remercier Marie VILLETTE et toute l'équipe du Secrétariat général, ainsi que les équipes de la Direction des Finances et des Achats et la Direction des Ressources humaines, qui ont préparé l'ensemble des documents avec la compétence et la rigueur que nous leur connaissons.

Ces documents ne sont pas simplement des documents budgétaires, ils sont la mise en musique de nos priorités politiques et de notre volonté de transformer et d'adapter Paris. Un budget traduit toujours une politique. D'ailleurs, la meilleure traduction du politique, c'est le budget. Il n'est jamais neutre, il incarne des choix, il reflète des engagements, une volonté, une détermination, en l'occurrence la nôtre. Car, aujourd'hui plus que jamais, Paris doit relever des défis majeurs.

Le premier, bien sûr, est le dérèglement climatique et notre combat en faveur de la solidarité, qui exigent des réponses politiques fortes et ambitieuses. Pour faire écho à nos débats précédents, le Pape François, dans son encyclique "Laudato si'", rappelait qu'il est impératif que la politique et l'économie soient au service du bien commun en intégrant les dimensions sociale et écologique dans toutes les décisions. C'est ce que nous mettons en œuvre quotidiennement au bénéfice des Parisiennes et des Parisiens. La transition écologique et sociale des territoires n'est pas un choix parmi d'autres. Pour nous et pour la majorité que je conduis, c'est une nécessité absolue.

A la lecture de ces documents, force est de constater - je le dis parce que je pense que d'autres peut-être ne le diront pas - que la qualité de la gestion de la Ville, saluée cette année encore par toutes les agences de notation, est très bonne, comme la robustesse de nos finances, dans un contexte particulièrement dégradé pour les finances publiques en général. Ce compte administratif en témoigne.

Malgré l'inflation persistante, malgré la crise du marché de l'immobilier et, surtout, malgré le désengagement manifeste de l'État, sur lequel je reviendrai, les comptes 2024 de Paris sont bons.

Oui, les collectivités et, "a fortiori", les Départements ont été frappés de plein fouet par la crise du logement et, face à la baisse conjoncturelle des D.M.T.O., nous avions plusieurs choix : soit, comme l'ont fait d'autres collectivités, la baisse des crédits d'investissement et le désengagement de nombreuses politiques publiques, souvent malheureusement au détriment du climat et des plus vulnérables, soit maintenir le cap et poursuivre la transformation et l'adaptation de Paris. En cohérence avec les politiques que je porte, que nous portons avec l'appui de notre majorité, c'est ce choix que nous avons fait.

Pourquoi ? Évidemment parce que, face au désengagement de l'État et à l'instabilité gouvernementale, les collectivités territoriales jouent plus que jamais un rôle déterminant dans la transition écologique et sociale, la cohésion des territoires et le maintien de services publics de qualité. C'est notre responsabilité. Nous l'avons encore vu ce week-end : on peut bien sûr saluer la victoire du P.S.G., mais aussi les services publics municipaux qui ont nettoyé toute la ville dans les nuits de samedi à dimanche et de dimanche à lundi, et nos policiers municipaux, qui ont contribué à la sécurité de notre ville aux côtés de la Police nationale. Nous finançons bien sûr une partie du budget de la Préfecture de police à travers le budget spécial, et notamment la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Nous avons donc maintenu nos investissements pour faire face, pour donner vie à nos priorités pour les Parisiennes et les Parisiens et pour les générations futures.

Les spécialistes saluent notre action. En mai 2025, l'O.F.C.E. a confirmé la viabilité et l'impératif de la stratégie d'investissement de notre Plan Climat pour atteindre la neutralité carbone à horizon 2050. Les investissements volontaristes de la Ville ont permis de réduire les émissions de gaz à effet de serre de plus d'un tiers lors des vingt dernières années. Les voies sur berges, les "rues aux enfants", les cœurs piétons de nos quartiers... Nous avons profondément et pour le mieux transformé Paris. Cela s'est vu, d'ailleurs, pendant les Jeux olympiques et paralympiques, le monde entier l'a vu, les Parisiens l'ont vu, les Français l'ont vu.

Ce sont 218 "rues aux écoles" et 30 hectares d'aires piétonnes en plus par rapport à 2020. C'est un réseau cyclable qui est passé de 200 kilomètres en 2001 à 1.565 kilomètres en 2025. Depuis 2020, à Paris, plus de 126.000 arbres ont été plantés, 133.000 mètres carrés d'espaces verts ont été livrés. C'est cela, le budget.

Nous avons aussi transformé le périphérique et les portes de Paris, un chantier de long terme pour faire du périphérique un boulevard urbain, pour réduire la pollution de l'air et la pollution sonore, pour renforcer les continuités vertes. C'est une réussite, et je veux remercier tous les maires d'arrondissement, dont le rôle est essentiel, et notamment ceux qui sont à proximité de ce grand territoire qui compte environ 500.000 à 600.000 personnes entre Paris et nos voisins, ces territoires qui longent le périphérique. C'est une réussite.

Pourtant, il est vrai que, lorsque nous avons décidé d'abaisser à nouveau la vitesse sur le périphérique à 50 kilomètres/heure et de pérenniser la voie olympique en voie réservée au covoiturage, j'ai encore une fois dû affronter des oiseaux de malheur et peut-être, appelons-les ainsi, les pires conservateurs. Aujourd'hui, chers collègues, regardons les faits, tous les faits et rien que les faits. Les résultats de nos investissements et de la mobilisation de notre budget sont sans appel : baisse globale de la pollution, des embouteillages, de la vitesse, réduction des nuisances sonores et diminution des accidents, parce que l'accidentologie routière fait aussi partie des compétences d'un maire. C'est une très grande réussite.

Cher Éric LEJOINDRE, dans le 18e arrondissement, beaucoup considéraient que nous ne ferions pas la transformation de la porte de la Chapelle, ils en avaient d'ailleurs fait leur credo. Je les invite à regarder la vérité en face, parce que cela fait toujours du bien. Cela fait du bien aussi pour nous, les élus, qui avons décidé par nos budgets précédents, celui de l'année dernière et celui qui vient d'investir massivement dans ces quartiers et d'avoir cette traduction-là, une traduction très simple. Cela améliore la qualité de vie des personnes pour lesquelles nous travaillons.

Où en serions-nous si nous avions écouté ceux - je ne vous dis pas qui, mais vous allez vraisemblablement reconnaître - qui faisaient des déclarations comme : "La fermeture des voies sur berges est un non-sens écologique et urbain !", interview en 2018. "Privatiser l'espace public au détriment des automobilistes parisiens est injuste, les voies sur berges doivent être réouvertes à la circulation", lors d'un conseil d'arrondissement. Plus récemment, "la Z.T.L. met en cause nos vies", etc., "donc il faut remettre en cause les Z.T.L. !", c'était une déclaration lors d'une réunion publique du 11 mars 2025.

Pourquoi ceci à avoir avec le budget ? Parce que c'est le budget que nous décidons ici qui nous permet de mettre en œuvre les mesures que nous voyons et qui opèrent des améliorations sur le quotidien des habitants de notre ville, que ce soit en matière de services publics ou en matière d'amélioration de la qualité de vie. Ce ne sont pas des sujets différents. Si on vote un budget, on peut mettre en œuvre des actions en face. Si on ne vote pas un budget ou si on n'est pas d'accord avec les mesures votées dans le budget, alors c'est une autre politique. Cela a sa place en démocratie, mais, moi, je suis là pour dire que ce que nous avons investi produit des effets, et ces effets sont l'amélioration de la qualité de vie des Parisiens.

Mes chers collègues, le compte administratif 2024 est marqué, nous le savons aussi, par la poursuite d'un désengagement de l'État lié à une instabilité politique qui a aussi provoqué et accentué une baisse des D.M.T.O., alors que nous avons une excellente gestion des comptes de la Ville.

Nous avons pris nos responsabilités, nous avons continué à nous battre, nous avons même accéléré, malgré les vents contraires, avec un niveau d'investissement inédit de plus de 1,8 milliard d'euros. De plus, et je veux le dire fort tant c'est important : le patrimoine de la Ville croît encore cette année et va atteindre 45 milliards d'euros. Il était de 20 milliards d'euros en 2001. 45 milliards d'euros de patrimoine de la Ville aujourd'hui, cela ne s'appelle pas de l'appauvrissement, cela s'appelle plutôt de l'accroissement du patrimoine, qui se fait aussi en appuyant la qualité de vie des Parisiens. Parce que, ce patrimoine, c'est quoi ? Soyons très clairs : c'est du logement, ce sont des équipements publics, c'est tout ce qui permet aux Parisiennes et aux Parisiens de pouvoir accéder et avoir une vie de meilleure qualité dans les écoles, dans les crèches, dans les restaurants administratifs, dans la culture, dans le sport, etc.

Je veux donc remercier très chaleureusement l'ensemble de la majorité, les présidents de groupe qui sont vigilants et qui apportent leurs nuances et leurs différences, tous les maires d'arrondissement, mes adjoints et à nouveau Paul SIMONDON, en charge de l'élaboration du budget, et évidemment Patrick BLOCHE, premier adjoint, qui a apporté sa contribution politique, sa connaissance, son expérience à ce travail. Je veux vraiment lui dire merci.

Je ne peux pas terminer sur ce compte administratif 2024 sans parler évidemment de l'immense succès populaire et sportif qu'ont été les Jeux olympiques et paralympiques. Nul ne doit oublier ces instants de bonheur, de joie et de fraternité. Les Jeux ont aussi été un accélérateur de nos transformations écologiques et sociales, et, évidemment, comme je l'avais dit, les budgets ont été

tenus, la Cour des comptes en atteste. Pourtant, là aussi, beaucoup d'oiseaux de mauvais augure nous avaient dit que ce serait un gouffre financier, que la sobriété n'était pas possible dans la gestion d'un événement comme celui-là. Finalement, nous avons tenu parole, tenu les budgets, et surtout apporté une accélération au projet municipal, dont bénéficient aujourd'hui les Parisiens. D'ailleurs, pour la première fois dans l'histoire des Jeux : le budget est excédentaire !

Cher Pierre RABADAN, je veux encore une fois te remercier pour le travail accompli, un immense merci. Cher Nicolas NORDMAN, tout cela n'aurait pas été possible sans ta pleine mobilisation et la pleine mobilisation de la police municipale, mais aussi de la Préfecture de police et de Laurent NUÑEZ, ainsi que de la Préfecture de Région Ile-de-France. La forte présence des effectifs de la police municipale parisienne a bien sûr accompagné cette réussite, mais c'est tous ensemble que nous avons réussi.

Ce fut un moment extraordinaire pour Paris, pour la France, pour le monde entier, mais aussi un moment exceptionnel dans la coopération entre les différentes autorités, notamment les autorités de l'État et de la Ville, dans la gestion d'un événement majeur, d'un intérêt commun, d'un projet commun. Je crois que nous pouvons tous être fiers d'avoir relevé ce défi, et c'est un défi qui laisse un héritage.

Et donc, mes chers collègues, le budget supplémentaire 2025. Encore une fois, et je ne suis pas la seule à le dire, l'État a choisi de faire supporter le poids des coupes budgétaires, de sa gestion sur les collectivités locales. Encore une fois, Paris est fortement affectée par les mesures décidées dans la loi de finances adoptée en février 2025 une nouvelle fois à l'aide de l'article 49.3. Le choc est inédit : la ponction opérée sur les finances de la Ville est de 275 millions d'euros.

Je rappelle ici, parce que je pense que nous devrions tous tenir le même langage, que Paris supporte 10 % de l'effort apporté par les collectivités via le dispositif dit "de lissage" prévu par la loi de finances. Je le répète : 10 % de l'effort national est supporté par Paris.

Cette ponction, nous devons évidemment la prendre en compte dans notre budget supplémentaire, mais, encore une fois, en responsabilité, nous avons décidé de protéger les Parisiennes et les Parisiens en préservant toutes nos grandes priorités. La Ville a donc mobilisé plusieurs leviers, notamment ses réserves stratégiques, pour financer le déficit et la dette abyssale de l'État. Je rappelle d'ailleurs que cette dette pour la France est de plus de 3.000 milliards d'euros. Je laisserai mon adjoint Paul SIMONDON détailler ces mesures tout à l'heure, mais je rappelle nos fondamentaux : le climat, la solidarité, les services publics, la biodiversité, le logement, la protection, la sécurité.

Alors, oui, nous tenons nos promesses. La forêt urbaine de l'Hôtel de Ville sera inaugurée en juin, ici même, cette fameuse forêt urbaine qui a fait couler tellement d'encre. Je ressortirai tous les papiers qui disaient qu'on ne la ferait pas, qu'elle ne se ferait jamais, que l'on avait abandonné le projet, parce que c'est toujours intéressant de conforter et de conformer la réalité avec ce qui se dit parfois pour décourager. Il y a aussi la médiathèque Virginia-Woolf, qui va ouvrir dans un mois dans le 13e arrondissement, la livraison de nouvelles "rues aux écoles", celle de Louis-Blanc dans le 10e, chère Alexandra CORDEBARD, et évidemment les trois baignades dans la Seine : le 5 juillet, nous nagerons dans le 12e, à Paris Centre et dans le 15e, cher Philippe GOUJON. Je veux vous voir sauter dans l'eau, Philippe. C'est une très grande victoire.

Non, on vous verra sauter, d'accord ? En plus, c'est dans l'un des plus beaux sites.

A l'inverse, de nombreuses collectivités locales ne peuvent plus faire face à leurs dépenses et suppriment des pans entiers de politique publique, souvent dans la culture et dans le sport. A Paris, la culture est évidemment préservée, chère Carine ROLLAND.

Pour l'État, Pierre MOSCOVICI, premier président de la Cour des comptes, dit qu'il est exaspéré par le manque de suivi des recommandations et, pour la 19e année consécutive, il ne peut certifier les comptes de l'État sans réserve significative. Cela, c'est pour l'État.

A Paris, pendant ce temps, notre note est maintenue et nos comptes sont certifiés. Les agences de notation saluent notre action positive malgré les ponctions de l'État. Oui, j'ai conscience que des décisions difficiles ont dû être prises, mais elles en valaient la peine.

La Ville continuera de produire des logements sociaux et familiaux, notamment en mobilisant davantage son foncier et en transformant des immeubles tertiaires de la Ville, par exemple le 2, rue de Lobau, actuel siège de la DRH, dans lequel nous pourrons construire des logements pour les familles dans le cœur de Paris.

La Ville poursuivra sa politique en faveur des logements sociaux, mais aussi des logements abordables pour les classes moyennes via la Foncière logement abordable, et je veux remercier l'engagement de Jacques BAUDRIER sur ce dossier.

La solidarité européenne est essentielle pour que les classes moyennes puissent se loger. C'est pourquoi, au côté d'autres grandes villes européennes, nous menons un travail offensif auprès de la Commission européenne pour obtenir la mobilisation des fonds structurels de l'Union en faveur du logement et de la rénovation thermique. Nous travaillons avec Barcelone, avec Rome, avec Milan, avec Athènes et beaucoup d'autres villes qui, comme nous, sont confrontées à la diminution drastique de l'offre privée de logements locatifs dans leur ville, souvent à cause des plateformes de location saisonnière de très courte durée. Nous travaillons ensemble pour mobiliser les fonds structurels et les fonds de cohésion.

S'il y a ici des conseillers régionaux, j'en appelle aussi à vos responsabilités, car une grande partie de ces fonds n'a pas été mobilisée. Il y a de l'ordre de plus de 300 milliards d'euros de fonds de cohésion non dépensés au niveau européen, dont une partie pourrait être mobilisée même en 2025 et en 2026 pour l'effort de logement que nous devons faire dans toutes les villes européennes pour accroître l'offre de logement abordable. J'ai à nouveau interpellé les Ministres de l'Économie et des Finances, et du Logement et de l'Aménagement du territoire à ce sujet, pour que les villes soient les bénéficiaires directes de ces aides.

J'ai proposé, je le dis ici, comme nous l'avons fait pour les Jeux olympiques et paralympiques, que nous allions avec les maires français de villes de différentes tailles mais confrontées aux mêmes difficultés relatives au logement des classes moyennes et des plus précaires, et avec le Ministre de l'Économie et des Finances ensemble à Bruxelles, avec un plan d'action, qui nous permettrait peut-être, si nous étions ensemble dans cette bataille, de bénéficier de retours directs de ces fonds de cohésion dont nous avons tant besoin.

Je veux aussi remercier les agentes et les agents de Paris, sans qui notre action ne serait pas possible. Je veux saluer leur engagement, leur professionnalisme et leur sens du service public.

Depuis 2020, l'administration parisienne a beaucoup évolué, dans ses modes de fonctionnement comme dans son organisation. Je pense par exemple, parce qu'il fallait des réformes structurelles pour être plus efficaces dans notre organisation, à la création de la Direction des Solidarités, chère Dominique VERSINI, chère Léa FILOCHE, chère Véronique LEVIEUX, chère Lamia EL AARAJE. Je pense à la création de la Direction de la Santé publique, chère Anne-Claire BOUX. Au passage, saluons la naissance d'un petit bébé chez Anne-Claire, qui a accouché ces derniers jours. On donnera la date

précisément et le prénom du bébé. Aussi, je pense à la Direction de la Transition écologique ou du Climat avec Dan LERT.

Je sais que l'évolution de l'administration est nécessaire afin de s'adapter aux changements et de mieux servir l'intérêt général, je souhaite donc que nous allions plus loin. Afin d'améliorer encore l'efficience de la dépense publique, je souhaite la création rapide d'une mission de contrôle de gestion, qui renforcera l'action déjà menée par la Direction des Finances et des Achats et par l'Inspection générale. J'avais poussé pour qu'il y ait cette mission de contrôle de gestion au sein de l'Inspection générale, mais je pense que nous pouvons aller plus loin et nous doter de cette structure tant nécessaire.

Malgré des temps très incertains et pendant que d'autres acteurs publics ont fait le choix de s'affranchir de leurs responsabilités, nous pouvons, je le dis à mon équipe et à ma majorité, être fiers du travail accompli depuis plus de dix ans, car Paris demeure cette terre de créativité et de résistance. Nous avons transformé Paris. Depuis des années, nous avons tenu bon, parce que nous avons une colonne vertébrale, un cap, une boussole, des valeurs et une vision. Comme toujours, nous refusons la solution de facilité, nous refusons la mort de la politique pour laquelle optent de nombreux démagogues et qui consisterait par exemple à raboter notre action climatique et sociale ou à simplement regarder les "likes" et les "followers" pour juger de la pertinence d'une politique publique.

Alors, comme à notre habitude, Paris va prendre toute sa part. Les collectivités locales sont les pierres angulaires de la Nation, elles font vivre les politiques sociales et les services publics au plus près du terrain, comme nous le faisons à Paris. Face à l'impuissance, face à cette situation très dégradée de nos finances publiques nationales, les collectivités doivent prendre leur part et doivent agir. Je ferai vivre la voix de Paris aux côtés des collectivités, que ce soient les départements, avec Paul SIMONDON, ou les communes, mais aussi auprès de l'État et de l'Union européenne.

A Paris, nous pouvons compter aussi, je le sais, sur les mairies d'arrondissement. J'ai une pensée sur la discussion qui a lieu en ce moment même au Sénat sur la loi P.L.M., qui voudrait finalement faire disparaître ces mairies d'arrondissement, ou en tous les cas les reléguer à une élection dans laquelle il n'y aurait ni statut, ni budget, qui ouvrirait, je crois, un chaos démocratique qu'aucun d'entre nous ne veut. C'est pourquoi je tiens à remercier une nouvelle fois les maires d'arrondissement, de la majorité comme de l'opposition.

Mes chers collègues, je le redis, y compris vis-à-vis de l'opposition, malgré nos différences, ces documents budgétaires sont loin d'être de simples documents administratifs, ils racontent la vision du futur portée par une majorité élue légitimement en 2020, ils sont l'expression en chiffres et en lettres de la réalité vécue par les Parisiennes et les Parisiens, et, je le sais, les Parisiennes et les Parisiens en sont conscients, ils le voient dans leur vie quotidienne que nous avons changée et que nous changerons encore.

Je vous remercie.